



Credit: OCHA/D. Dembele

Au sommaire

- Nouvelles enquêtes sur la malnutrition à Gao et Kidal p.2
- Accès à l'éducation dans le nord p.2
- Point sur l'insécurité alimentaire p.2
- Violences basées sur le genre : minorité de cas rapportés p.4
- Assistance aux déplacés à Bamako p.5
- Financement Plan de réponse stratégique 2015 p.6
- Portrait de l'ONG ASSO - DNVE p.8

FAITS SAILLANTS

- Malnutrition : situation sérieuse par endroits dans la région de Gao
- Appui communautaire pour la réouverture des écoles dans la région de Kidal
- 15 % de la population totale touchés par l'insécurité alimentaire
- Violences basées sur le genre : 3/4 des cas ne sont pas rapportés
- Mort d'un travailleur humanitaire dans une attaque

CHIFFRES CLES

Nb. de déplacés internes (DTM déc. 2014) **61 621**

Nb. de réfugiés maliens dans les pays limitrophes (HCR, 31 mars 2015) **136 712**

Population en insécurité alimentaire (Cadre harmonisé, mars 2015) **2,4 millions**

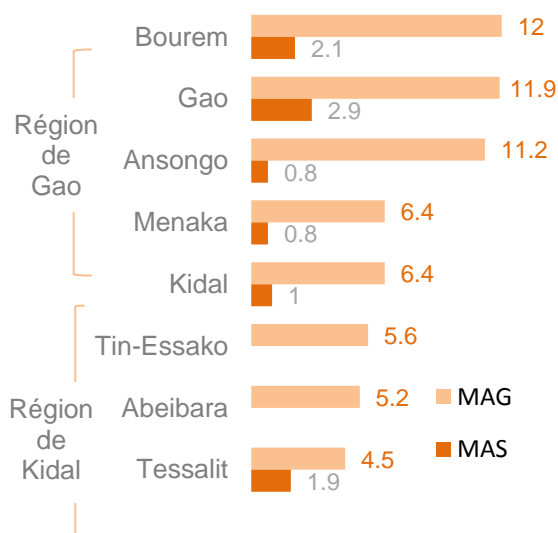
Nb. d'enfants de 6 à 59 mois malnutris aigüés en 2015 (enquête SMART nationale 2014) **715 330**

Nouvelles données sur la malnutrition à Gao et Kidal

Des enquêtes sur la nutrition et la mortalité rétrospective basées sur la méthodologie SMART¹ ont été menées dans les régions de Kidal et Gao, respectivement en novembre et décembre 2014. L'analyse des données révèle que la situation est particulièrement préoccupante dans la région de Gao où la prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) est de 11,3 pour cent² (situation nutritionnelle « sérieuse » selon la classification de l'OMS.) Selon le rapport de l'enquête, la situation est plus grave dans les zones urbaines que celles rurales, des analyses supplémentaires seraient nécessaires pour expliquer cette tendance. L'enquête a permis d'identifier les cercles de Gao et Bourem – où les taux de malnutrition aigüe sévère³ dépassent 2 pour cent- comme zones prioritaires d'intervention.

La situation est moins préoccupante dans la région de Kidal. Selon l'enquête, la malnutrition globale y est restée relativement stable depuis 2011⁴, au-dessous du seuil de 10 pour cent. La consommation de lait par les enfants (jusqu'à 24-36 mois) qui rentre dans les habitudes alimentaires des populations, semble les prévenir des crises nutritionnelles. A cela s'ajoute l'accès à divers produits importés de l'Algérie. Cependant, l'enquête a révélé un nombre élevé de cas d'admissions en malnutrition aigüe sévère en 2014 dans la région et recommande des investigations ultérieures afin de déterminer les causes de cette tendance.

Malnutrition Aigüe Globale (MAG) et Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) dans les régions de Gao et Kidal



Sources : enquêtes SMART 2014 de Kidal et Gao

FINANCEMENTS

377 millions
fonds requis (USD) pour le Plan de réponse stratégique 2015

16%
fonds mobilisés (USD) au 15 avril 2015

Pour plus d'information, consultez les rapports des enquêtes SMART de Kidal et Gao : <http://bit.ly/1NZENwg> et <http://bit.ly/1aeZBmh>

¹ SMART : Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition

² L'intervalle de confiance pour les données de la MAG pour la région de Gao est 95 % [9,7 – 13,2]

³ Un enfant atteint de malnutrition aigüe sévère présente un risque de mortalité neuf fois plus élevé que la normale.

⁴ En raison des contraintes de sécurités, aucune enquête SMART n'avait pu être réalisée à Kidal depuis 2011. Malgré la situation sécuritaire précaire dans la région, la collecte des données en 2014 a couvert tous les districts sanitaires à la différence de l'enquête de 2011 qui n'avait couvert que la ville de Kidal.

Quelques avancées en matière d'éducation

Kidal : 1800 élèves reprennent les cours grâce à l'appui communautaire

Des initiatives communautaires ont permis l'ouverture de 27 écoles sur 62 dans la région de Kidal, soit 44 % des écoles pré-crisis. Environ 1800 élèves sont encadrés par une quarantaine d'enseignants volontaires rétribués grâce à une contribution financière d'environ 25 000 FCFA (près de 50 dollars) de chaque famille. En soutien à ces initiatives, le Cluster Éducation a organisé un atelier de réflexion pour accompagner les initiatives communautaires afin d'encourager le processus de réouverture des écoles dans les zones touchées par l'insécurité (régions de Kidal et Gao).

Selon le Cluster Éducation, cet atelier a fait ressortir que ces 27 écoles offrent dans l'ensemble deux programmes d'enseignement : l'éducation islamique couplée avec le curriculum régulier de l'école classique.

Réouverture des écoles à Mopti et Ségou après les attaques de janvier

Dans les régions de Mopti et Ségou, où des [attaques en janvier dernier avaient entraîné la fermeture de 67 écoles](#) pendant au moins cinq semaines, une cinquantaine d'écoles ont pu reprendre leurs activités. Toutefois, près de 1100 élèves demeurent affectés par la fermeture de l'ensemble des quatre écoles de la commune de Nampalari (Ségou) et de 13 écoles sur 16 dans la commune de Kereri (Mopti). Ces écoles n'ont pas pu rouvrir en raison notamment de l'absence des enseignants liée à l'insécurité qui persiste dans ces zones.

Accès à l'éducation dans les régions touchées par le conflit (5 régions, 57 communes)



Seulement 65 pour cent des enseignants ont repris leur fonction dans les régions du nord où le nombre d'enseignants était déjà insuffisant avant le conflit.

Source: Cluster Éducation

Pour améliorer la situation en 2015, le Cluster Éducation a développé un plan de réponse qui cible 274 820 enfants et 6870

enseignants. Un financement de 31,5 millions dollars est nécessaire pour sa mise en œuvre. Ces ressources sont particulièrement cruciales pour couvrir les besoins des enfants des 57 communes où l'insécurité ne permet pas la réouverture des écoles et où il faut mettre en place des méthodes d'apprentissages adaptées basées sur les initiatives communautaires.

Plus de 15 % de la population en insécurité alimentaire

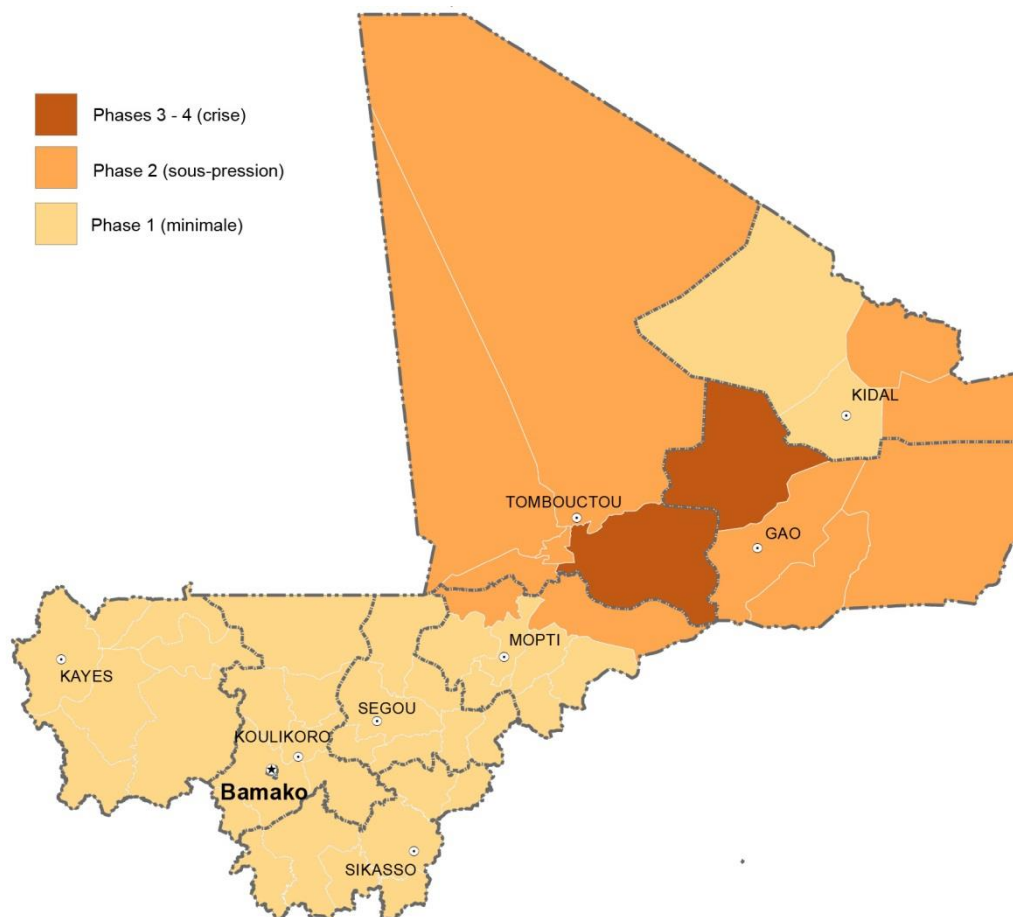
Selon les résultats du Cadre Harmonisé de mars 2015, à l'échelle du pays, environ 2,4 millions de personnes sont actuellement en insécurité alimentaire (soit plus de 15 pour cent de la population totale). Parmi elles, 248 000 personnes sont en situation sévère et nécessitent une assistance immédiate et 2,2 millions sont en insécurité alimentaire modérée ou « sous pression ».

La proportion de personnes en insécurité alimentaire sévère est particulièrement élevée dans les cercles de Gourma Rharous (région de Tombouctou) et Bourem (région de Gao) qui sont classés en phase de crise. À l'échelle du pays, 11 cercles se trouvent en phase « sous pression » (tous en zones touchées par le conflit) et 36 cercles sont en phase minimale.

Dans les régions touchées par le conflit, seulement 65% du nombre d'enseignants « pré-crise » est de retour en poste

Selon l'évolution saisonnière de la sécurité alimentaire, entre avril et août 2015 (période de soudure), la situation devrait s'aggraver avec 3 cercles en phase de crise, 11 « sous pression » et 35 en phase minimale. Le nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère devrait atteindre 410 000 tandis que 2,7 millions de personnes devraient être en insécurité alimentaire modérée.

Insécurité alimentaire au 31 mars 2015



Source : Cadre Harmonisé (mars 2015)

Campagnes agricoles et pastorales

L'analyse du Cadre Harmonisé indique aussi que les résultats de la campagne agricole 2014-2015 sont globalement bons. Des hausses de production de 12,8 pour cent ont été enregistrées par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 21,7 pour cent par rapport à la campagne de 2013 -2014. Dans le secteur de l'élevage, les conditions générales sont globalement bonnes dans le centre et le sud du pays. Cependant, la situation est plus inquiétante dans le nord affecté par un climat d'insécurité persistante et une mauvaise production agropastorale. Dans les régions de Tombouctou et Gao, les conditions d'élevage sont plus ou moins mauvaises et une plus longue soudure pastorale est attendue.

Toujours selon le Cadre Harmonisé, les prix des animaux devraient baisser significativement dans les zones de mauvais pâturage où les termes de l'échange seront défavorables aux éleveurs pendant la période de soudure (mai - août). L'accès aux marchés et les activités génératrices de revenus devraient être affectés par la persistance de l'insécurité dans le nord et le centre du pays.

Les violations basées sur le genre largement non-rapportées

75 % des cas de violences basées sur le genre ne sont pas rapportés

L'ONG International Medical Corps (IMC) constate que les violences basées sur le genre restent un sujet sensible au Mali en raison notamment des pesanteurs sociales. L'organisation, qui est implantée au Mali depuis 2013, met en œuvre un programme de santé, nutrition et protection sur les VBG dans la région de Tombouctou (cercles de Tombouctou et de Gourma Rharous).

Selon IMC, approximativement 75 pour cent des cas de VBG ne sont pas rapportés par les victimes. Parmi celles qui sortent du silence, seuls environ cinq pour cent se réfèrent aux structures légales – une estimation basée sur la situation dans la région de Tombouctou.

« En 2013- 2014, sur les femmes qui se sont présentées dans les formations sanitaires, seulement trois pour cent ont eu recours aux services juridiques ou ont accepté de porter plainte », explique le Directeur médical du Bureau IMC au Mali, Dr. Atilio Rivera Vasquez.

Cas de violences basées sur le genre enregistrés par IMC en 2014 (cercles de Tombouctou et de Gourma Rharous)

Violence physique	20
Violence psychologique	14
Violence sexuelle	13
Mariage précoce/ forcé	6
Déni de ressource	1



Tombouctou, Mali – Kit de traitement d'urgence des victimes de violence sexuelle (« pep kit ») offert par IMC au centre de santé communautaire de Banikane dans la région de Tombouctou. Crédit : IMC.

« Dans notre stratégie d'intervention, nous nous appuyons sur des relais communautaires, des agents de santé communautaires, des organisations communautaires de base ainsi que des groupements féminins pour mettre en œuvre nos activités de prévention, d'information et de plaidoyer », souligne le Dr. Rivera Vasquez.

Sur la base de son expérience dans la région de Tombouctou, IMC estime que les VBG les plus courantes au Mali restent liées aux mariages précoces et/ou forcés, aux violences domestiques et sexuelles, à l'accès difficile aux services et au faible pouvoir économique.

IMC assure la prise en charge médicale et psychosociale des cas de VBG et réfère les survivants à d'autres organisations qui soutiennent leur réintégration sociale. Des ONG locales, des organisations communautaires de base et des leaders coutumiers facilitent cette réintégration à travers des activités génératrices de revenus et des activités d'éducation. Ce portefeuille représente 45 pour cent des activités d'IMC dans le pays. IMC travaille en collaboration avec le Ministère de la Promotion de la Femme et ses activités sont financées par l'USAID/OFDA⁵.

⁵ Office of U.S. Foreign Disaster Assistance (Bureau pour les secours d'urgence en cas de catastrophe à l'étranger)

Améliorer les moyens de subsistance des déplacés internes à Bamako

L'ONG World Vision Mali travaille avec les personnes déplacées internes (PDI) à Bamako et constate que leurs conditions de vie restent très précaires. Il reste quelque 14 000 PDI à Bamako, (source : DTM, décembre 2014) qui trop souvent, vivent au sein de communautés affectées par la pauvreté, l'insécurité alimentaire et l'accès limité aux services sociaux de base.

Victimes de la crise sociopolitique et sécuritaire qui perdure depuis 2012, leurs moyens de subsistance sont minimes. Elles sont nombreuses à peiner à obtenir un emploi ou une activité génératrice de revenu et beaucoup dépendent d'épargnes, de crédit, ou de la générosité de leurs hôtes. A cela s'ajoutent les difficultés d'accès à la nourriture, à un logement décent et aux soins de santé, particulièrement pour leurs enfants. La destruction ou la perte de documents d'état civil tels que la carte d'identité ou l'acte de naissance sont aussi des défis de taille pour elles.

Des mesures qui faciliteraient les procédures d'obtention des documents d'état civil pourraient soutenir la promotion des droits des personnes déplacées.



Bamako, Mali (février 2015) – Une bénéficiaire reçoit une aide financière en liquidité (« cash ») dans le cadre du projet pour le relèvement des personnes déplacées internes de Bamako. Credit: World Vision/ S.Bagayoko

Pour leur venir en aide, World Vision a mis en place le Projet pour le Relèvement des Personnes Déplacées Internes de Bamako (BIRP) grâce à un financement de l'USAID/OFDA⁶. Le projet BIRP contribue à supporter les coûts de la vie à Bamako et facilite la continuité ou l'apprentissage d'activités génératrices de revenu pour la réinsertion des personnes déplacées. Il a trois composantes : l'abri et l'installation, le relèvement économique et le système du marché, ainsi que la Protection. Le BIRP a ciblé 1 200 ménages (soit 7 200 personnes) d'avril 2014 à avril 2015.

World Vision plaide notamment pour la mise en place par les autorités de mesures qui faciliteraient les démarches administratives pour l'obtention des documents d'état civil tels que la carte d'identité et l'acte de naissance. De telles initiatives pourraient soutenir la promotion des droits des personnes déplacées afin d'éviter qu'elles ne soient abusées.

Les partenaires humanitaires appuient le Gouvernement dans le développement et la mise en œuvre d'une stratégie de solutions durables qui couvre 2015 à 2019. L'initiative vise à accompagner les personnes déplacées dans leur choix de rester et s'intégrer là où elles se trouvent, de se relocaliser là où elles souhaitent s'installer, ou de rentrer dans leur localité d'origine, selon le principe du retour volontaire. La stratégie a été validée par l'Équipe Humanitaire Pays au début de l'année et est en cours d'adoption par le Gouvernement.

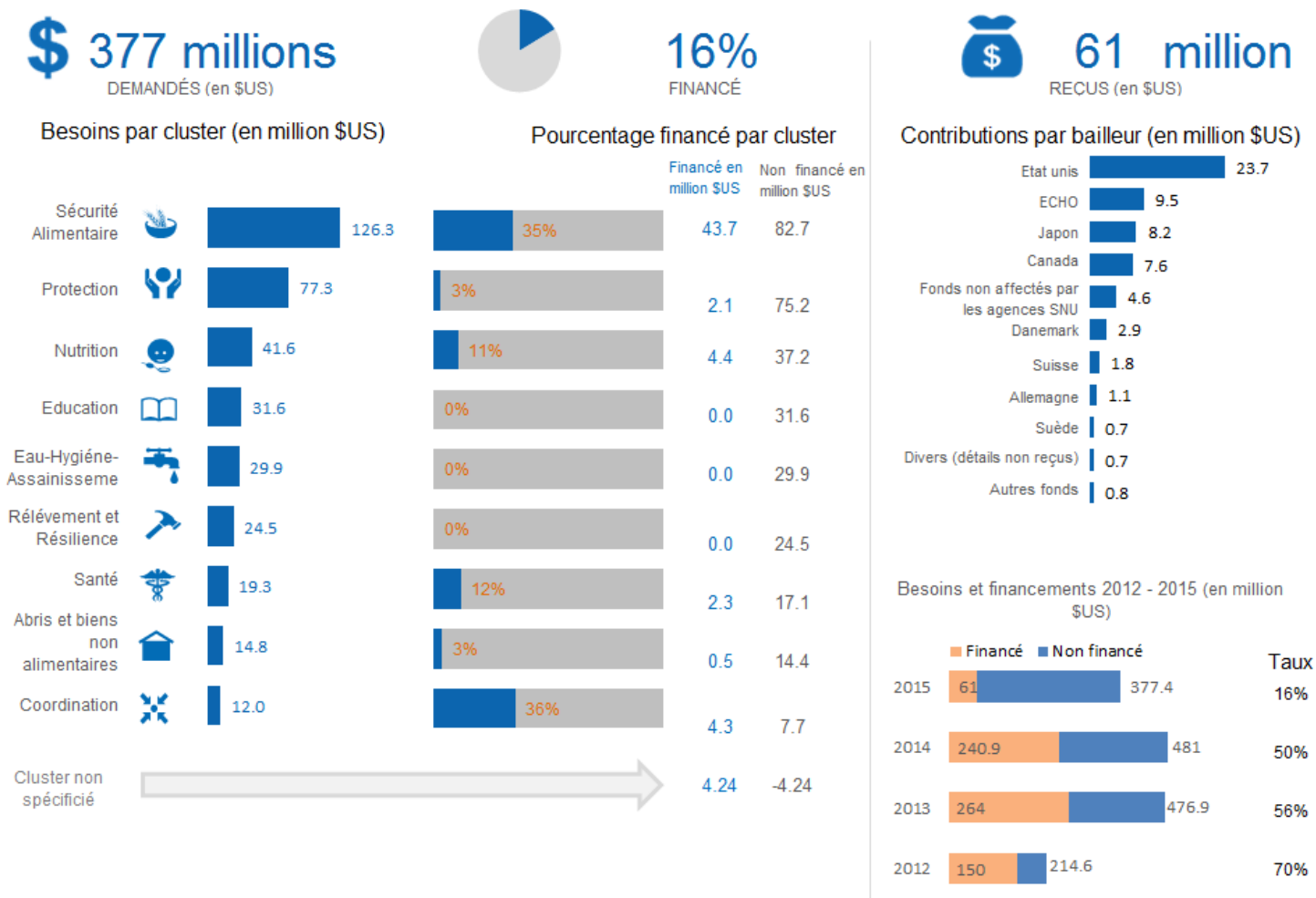
⁶ Idem

16% pour cent des fonds mobilisés en 2015

La communauté humanitaire a lancé officiellement le 26 février 2015 son Plan de réponse stratégique pour le Mali. Cette année, les acteurs humanitaires – Nations Unies et ONG - recherchent 377 millions de dollars pour assister près d'un million et demi de personnes au pays. Les fonds serviront en grande partie à répondre aux besoins humanitaires liés aux conséquences du conflit dans le nord avec des interventions pour renforcer l'accès aux services de base, à la protection et aux moyens de subsistance. Les fonds serviront aussi à répondre à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition à l'échelle du pays, en plus de favoriser la prévention et la préparation aux épidémies et catastrophes naturelles.

En date du 15 avril 2015, l'appel de fonds a mobilisé 61 millions de dollars, soit seulement 16 pour cent des fonds recherchés. Ce faible taux de financement à la fin du premier trimestre met en péril la réalisation d'activités clés cette année. En outre, 16 millions de dollars supplémentaires ont été attribués à la réponse humanitaire au Mali à l'extérieur du cadre de cet appel de fonds, selon les données rapportées au service de suivi financier d'OCHA ([FTS](#)).

FINANCEMENT: PLAN DE RÉPONSE STRATÉGIQUE 2015



En bref :

Mort d'un travailleur humanitaire dans une attaque à Gao

La communauté humanitaire au Mali déplore la mort d'un collaborateur du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) dans l'attaque du camion qu'il conduisait sur l'axe Gao - Ansongo le 30 mars dernier. Le camion du CICR était en route vers le Niger d'où il devait ramener du matériel médical pour les hôpitaux de Gao et Kidal. Un membre de la Croix Rouge malienne, qui était également à bord du véhicule, a aussi été blessé dans l'attaque. Cet incident violent a forcé le CICR à suspendre momentanément tous ses mouvements dans le nord du Mali jusqu'à nouvel ordre. Seules des activités ne nécessitant pas de déplacement en dehors des périmètres urbains seront maintenues. L'organisation travaille à déterminer les circonstances et les raisons exactes de l'attaque.

Depuis le début de la crise au Mali, il s'agit du troisième travailleur humanitaire tué dans l'exercice de ses fonctions (deux travailleurs de l'ONG NRC avaient perdu la vie dans la région de Tombouctou en mai 2014). Les attaques contre les travailleurs humanitaires sont une violation du droit international humanitaire et sont inacceptables. Ces travailleurs tentent, dans des conditions souvent difficiles, de venir en aide aux plus démunis. L'action des organisations humanitaires est guidée par les principes que sont l'humanité, la neutralité, l'impartialité et l'indépendance opérationnelle.

Retraite de l'Equipe Humanitaire Pays : s'accorder pour mieux coordonner l'aide humanitaire

Les responsables des agences humanitaires des Nations Unies et les chefs de missions des ONG au Mali se sont réunis le 10 mars 2015 à Bamako pour faire le point sur leur stratégie de réponse à la situation humanitaire dans le pays. Ils ont notamment identifié des pistes de solutions pour assurer la livraison d'une aide humanitaire coordonnée aux personnes les plus vulnérables - conformément aux principes humanitaires - dans un contexte de plus en plus marqué par l'insécurité et le manque de financement. Les discussions ont aussi porté sur les actions à mettre en œuvre pour assurer une plus grande complémentarité entre les interventions des acteurs humanitaires, du Gouvernement et des partenaires de développement.

Portrait d'une organisation locale

ASSO – DNVE : « L'enfant, le cœur de nos objectifs »

L'Association malienne *Disons tous non à la violence faite aux enfants* (ASSO – DNVE) a été créée en novembre 2013 et vise à apporter de façon ponctuelle une assistance morale, physique ou financière aux enfants démunis ou maltraités. Elle cherche également à promouvoir la défense des droits des enfants à travers des activités de formations et de sensibilisation au sein des communautés. L'ASSO- DNVE cible prioritairement les enfants âgés de 0 à 12 ans au niveau des couches défavorisées dans la capitale malienne.

« Notre stratégie réside dans la mobilisation des familles, des communautés, des groupes cibles et des ONG, autour des questions liées au bien-être de l'enfant », explique la Présidente de l'ASSO – DNVE, Mme Kadjatou Mintou Mohamed.

En 2014, l'ASSO–DNVE a assisté 61 enfants mendiants à travers le projet « Beggars help Challenge », lancé dans le cadre du mois de la solidarité et de lutte contre l'exclusion célébré chaque année en octobre. L'ASSO-DNVE a par ailleurs apporté un soutien matériel et financier à deux orphelinats à Bamako.

En 2015, l'ONG compte faciliter l'acquisition d'acte de naissance pour 103 enfants des orphelinats de Bamako et dans les régions du nord du pays. Par ailleurs, elle envisage de faciliter l'accès à l'éducation à 50 enfants démunis. Des campagnes de sensibilisations pour éradiquer l'exclusion des enfants de la rue tout en leur permettant de comprendre les risques auxquels ils sont exposés, seront aussi organisées. Pour mettre en œuvre ses activités, l'association dépend des cotisations de ses membres et des dons qu'elle reçoit.

L'ASSO-DNVE peut être contactée à l'adresse email contact@asso-dnve.org ou par téléphone au 76 36 78 58 ou 62 52 22 93. Pour plus d'informations, consultez www.asso-dnve.org.



Bamako, Mali (2014) – Mme. Assanatou Dembélé, Secrétaire générale de l'ASSO -DNVE remettant des cadeaux à des enfants mendiants (« talibés »). Crédit : ASSO – DNVE.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ute Kollies, Chef du Bureau OCHA Mali, kollies@un.org,
Anouk Desgroseilliers, Chargée de l'information publique, desgroseilliers@un.org, Tel. (+223) 75 99 57 61

Olivier Uzel, Chargé de la gestion de l'information, uzel@un.org, Tel. (+223) 75 99 32 03

Suivez-nous sur : @OCHA_Mali et www.facebook.com/ochamali.net

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur :
www.unocha.org | www.reliefweb.int | <http://mali.humanitarianresponse.info>